

Dispersion syndicale mondiale

Autor(en): **Möri, Jean**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **41 (1949)**

Heft 1

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384580>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

vivre sans cesse, l'âge étant venu, sous la menace d'être renvoyé pour incapacité. Un apprentissage raté, c'est souvent une vie ratée.

C'est un lieu commun de dire que dans aucun pays la prospérité ne dépend davantage qu'en Suisse de la qualité de la main-d'œuvre et de la production. Les syndicats ne doivent donc rien négliger pour développer la formation professionnelle des jeunes gens et pour assurer le renouvellement de la main-d'œuvre qualifiée, laquelle est d'ailleurs la pierre angulaire du syndicalisme.

Dispersion syndicale mondiale

Par Jean Möri

Séance historique du bureau exécutif de la F. S. M.

Lundi 17 janvier 1949 se réunissait à Paris, au siège de l'organisation, le bureau de la Fédération syndicale mondiale. Participaient à la séance: Deakin et Tewson du T. U. C. (Grande-Bretagne), Kouznetsov, Soloviev et Rostovski (U. R. S. S.), Jim Carey (C. I. O., Etats-Unis), Kupers (Hollande), Liu (Chine), di Vittorio (Italie) et Le Leap (France). Lombardo Toledano (Amérique latine) s'était fait excuser. Assistaient également à la réunion le secrétaire général Louis Saillant, ainsi que Schevenels et Cops, secrétaires généraux adjoints.

A l'ordre du jour figurait la proposition, chargée de dynamite, du Conseil général des Trade Union Congress de Grande-Bretagne dont nous répétons la teneur:

Le Conseil général a donc pris la décision de recommander:

- 1^o à la F. S. M. de suspendre son activité;
- 2^o aux organisations qui ont jusqu'à maintenant payé leurs cotisations de s'entendre au sujet des modalités qu'implique l'exécution du point 1;
- 3^o la constitution d'un comité de liquidation composé d'un représentant de chacune des cinq centrales nationales les plus importantes (dans la mesure où elles ont rempli leurs devoirs financiers); ce comité gèrera les fonds accumulés par la F. S. M.; il précisera, dans les douze mois, les conditions dans lesquelles une nouvelle organisation syndicale internationale pourrait être reconstituée;
- 4^o à la C. G. T. britannique de sortir de la F. S. M. au cas où cette dernière refuserait de suspendre son activité.

Deakin, Carey et Kupers, pour étayer la proposition de la Centrale syndicale britannique, reprochèrent à la F. S. M. de n'être pas arrivée à un accord avec les secrétariats professionnels internationaux (voir « La Fédération syndicale mondiale à la dérive », *Revue syndicale suisse* de novembre 1948), d'avoir sans cesse imposé les vues de la majorité, d'avoir laissé les difficultés s'accroître à tel

point entre la tendance communiste et celle des syndicalistes occidentaux qu'aucune communauté d'intérêt n'existait plus en fait, d'avoir attaqué les dirigeants syndicaux qui ne se laissaient pas séduire par la pensée totalitaire jusque dans le « Bulletin » même de la F. S. M. et, surtout, d'avoir refusé de prendre position sur le Plan Marshall (Tewson, qui participait à la séance en sa qualité de secrétaire général du T. U. C. britannique, insista sur le fait que la scission ne pouvait être évitée que par la suspension des activités unilatérales de la F. S. M.).

A ces arguments, hélas, trop pertinents, Saillant, Kouznetsov, di Vittorio et Liu répondirent que les décisions concernant les Départements professionnels internationaux furent toujours adoptées à l'unanimité par les différents organes de la F. S. M., que les propositions faites de leur accorder les droits qu'ils exigeaient furent même repoussées par ceux qui prétendent les défendre. Même si une telle attitude, à supposer qu'elle corresponde à la réalité, pouvait s'expliquer par la tactique, elle n'en constituerait pas moins une regrettable erreur, assez inquiétante. Elle serait aussi vaine que celle de l'intransigeance manifestée trop longtemps par la F. S. M. envers les internationales professionnelles qui, à notre avis, devraient constituer la colonne vertébrale du mouvement syndical comme les centrales syndicales nationales en constituent les membres.

Ils affirmèrent également que toutes les autres décisions prises en d'autres domaines par les organes compétents de la F. S. M., le furent à l'unanimité, donc avec l'accord des représentants du T. U. C. et du C. I. O. Quant à la tension actuelle entre les gouvernements, les communistes de la F. S. M. ne prirent pas la peine de la contester, mais considérèrent que là où les gouvernements peuvent échouer, les travailleurs, unis, peuvent réussir lorsque leurs organisations n'ont comme seule préoccupation que la représentation et la défense des intérêts de leurs membres. C'était loin d'être le cas à la F. S. M. Nous en avons nous-mêmes apporté maints témoignages. Ces mines d'enfant de chœur ne tromperont personne! Enfin, les voix communistes présentèrent cette dernière astuce, cousue de fil rouge: La F. S. M. n'a pas refusé de discuter le Plan Marshall. Elle a simplement évité de prendre position en la matière, éliminant ainsi un sujet de controverse entre différentes tendances. On voit où mena cette pauvre tactique qui prétendait noyer la discussion nécessaire dans le silence imposé par le nombre!

Après deux jours et demi de discussion, la proposition du T. U. C. britannique n'obtenant pas l'agrément des délégués de l'U. R. S. S., de l'Italie et de la Chine, *l'Anglais Deakin, président de la F. S. M. encore à ce moment-là, ne l'oublions pas, l'Américain Carey et le Hollandais Kupers quittèrent la séance qui fut poursuivie sans eux.* La question de savoir s'il y eut vote ou non sur cette proposition anglaise reste encore controversée. Il faut avouer que cela est sans

importance: les jeux étaient faits et un accommodage à la romaine n'aurait fait que retarder davantage une rupture inévitable.

Carey déclara que désormais le C. I. O. ne se considère plus comme membre de la F. S. M. La même situation de fait peut être admise en Angleterre, puisque Tewson, secrétaire général du T. U. C., suivit son collègue Deakin.

Si la F. S. M. continue, sous la présidence du communiste italien di Vittorio, comme elle vient d'en faire la déclaration, sa raison sociale ne saurait empêcher la constatation historique qu'elle s'est réduite, le 19 janvier 1949 au matin, à une simple fédération syndicale internationale communiste.

Cette situation nouvelle conduira très probablement de nombreuses centrales syndicales membres de la F. S. M. à se retirer d'une internationale aussi marquée politiquement. La débandade a d'ailleurs déjà commencé.

La scission était-elle inévitable?

Oui, si l'on considère l'attitude d'abord réservée, puis méfiante, enfin franchement hostile des deux groupes opposés. Si le secrétariat de la F. S. M. n'a pas tort de constater une volonté certaine de sortir de la F. S. M., comparée à un « cadavre à ensevelir » par le sympathique Carey, auquel on ne saurait reprocher d'avoir jamais mâché ses mots, il exagère en voulant faire croire à l'unanimité des consciences quand il s'agissait de accommoder la vaiselle cassée, à Rome, par exemple, en mai dernier, où les communistes opérèrent incontestablement un recul stratégique considérable, mais pour mieux s'appuyer au mur d'inertie. Ce ne fut là qu'une comédie dont ne furent dupes ni les uns ni les autres, rendue possible par le désir des majoritaires de gagner du temps et par celui des réformistes d'opérer un décrochage réussi. En fait, le moment du divorce avançait de façon irrémédiable, parce qu'entre les partenaires manquait la confiance la plus élémentaire, rongée lentement par d'innombrables concessions que les « réformistes » avaient cru devoir consentir sur l'autel de l'unité. Les uns persistaient à faire de la F. S. M. l'instrument d'une certaine politique, une sorte de complément plus ou moins bien dissimulé du Kominform, tandis que les autres résistaient avec toujours plus de volonté aux visées du communisme expansionniste.

Ce sera le sujet d'étonnement des historiens du mouvement ouvrier dans l'avenir de constater l'incroyable absence de psychologie des maîtres du Kremlin, aussi bien sur le plan politique international que sur le plan syndical. En effet, la part prise par les armées rouges dans l'écrasement du moloch naziste avait effacé beaucoup de préventions nées en Occident du pacte d'amitié et de non-agression germano-russe, de l'historique poignée de main Hitler-

Staline, de l'engloutissement des Pays baltes, du dépècement de la Pologne, de la Finlande, de la Roumanie par la Russie. Ces préventions s'étaient transformées en admiration, puis en sympathie, d'autant plus vive que le Komintern avait été dissous pour renaître plus tard, sous le masque du Kominform, que les intentions du Gouvernement russe paraissaient s'améliorer aux yeux du profane. Mais le Politbureau gâcha lamentablement tout ce capital moral en se conduisant comme un quelconque conquérant sûr de sa force, abusant du droit de veto aux conférences et aux commissions de l'Onu, rendant peu à peu l'atmosphère politique irrespirable. De même, sur le plan syndical, des maladresses analogues se produisirent, avec la précipitation malencontreuse des terribles « minorités syndicales agissantes » de Tchécoslovaquie, Roumanie, Hongrie, etc. La France et l'Italie elles-mêmes furent menacées, mais la réaction générale fit échec aux ambitions des communistes, beaucoup trop cyniques, impatients et gaffeurs.

Les faiblesses des Anglo-Saxons au sein du comité exécutif paraissent dérisoires en comparaison. Si le T. U. C. avait parfaitement raison de présenter des propositions draconiennes pour mettre fin aux manigances des majoritaires au sein des organes de la F. S. M., on peut contester sur le plan juridique la compétence du bureau exécutif d'y donner suite définitive, puisqu'elles signifiaient pratiquement la fin de la F. S. M. Si le comité exécutif a bien le pouvoir de prendre les mesures d'urgence sur toutes les questions affectant les intérêts de la classe ouvrière mondiale, il est tenu statutairement de soumettre à la ratification du Conseil général un rapport concernant ces mesures. C'est le congrès, d'autre part, qui est compétent pour apporter des modifications ou amendements des statuts. Tout cela ne préoccupera guère ceux qui consommeront la rupture. Ils auront le droit de se prévaloir des « justes motifs » qui, en tous pays, justifient la rupture d'un contrat méprisé par l'une des parties et dont l'autre est victime de sa bonne foi. Cette faillite de la F. S. M., à peine âgée de trois ans, consacre du même coup la faillite retentissante d'un régime néfaste basé sur le critère arbitraire de la force numérique.

Pour que la scission soit évitée, il aurait fallu dès le début plus de hauteur de vue à la direction des syndicats russes, plus de psychologie et de franchise. De même, il eût été préférable que les grands blocs anglo-saxon jouent carrément cartes sur table dès le début, au risque de mécontenter temporairement leurs partenaires russes. Dans une parodie publiée dans le *Gutenberg* en 1945, sous le titre « Un rêve extravagant », j'essayais de démontrer que les minauderies ne servent de rien avec le colosse russe, qui apprécie probablement beaucoup plus la rude franchise des non-conformistes. Mais, à cette époque, la mode était aux compliments vains sous prétexte de renforcer la paix. Cette tactique de la vérité qui sur-

prend aurait probablement donné de meilleurs résultats. Ils ne pouvaient en tout cas être pires. Le succès obtenu par notre ami Conrad Ilg, président de l'Internationale des métaux, lors de la réunion commune du bureau exécutif de la F. S. M. et des représentants des secrétariats professionnels internationaux, en septembre de l'année passée, le prouverait si c'était nécessaire. Comme à l'accoutumée, Conrad Ilg s'est appliqué à dire très franchement ce qu'il pense et non pas ce qu'on aimerait parfois l'entendre dire, c'est-à-dire, en cette occasion, qu'il formula des reproches sérieux à la direction de la F. S. M. et communiqua très tranquillement la décision de son internationale, prise l'an passé à Lugano, de ne plus s'occuper de la F. S. M. paralysante et de passer au travail pratique. Ce qui lui valut ce compliment bourru de Kouznetsov, le leader syndical russe, de la F. S. M. pourrait-on même dire plus exactement: « La position du camarade Ilg est compréhensible. Il est catégoriquement contre l'engagement de pourparlers. »

C'est extraordinaire ce que cette simple constatation laisse percevoir de possibilités de s'entendre avec les Russes en parlant catégoriquement. Hélas, aujourd'hui, il est trop tard, la mélasse politique ambiante ne facilitant pas de nouveaux essais tactiques.

Si la dispersion des forces syndicales qui résulte de la séance de Paris de la F. S. M. a le grand mérite de clarifier une situation extrêmement confuse, il ne faudrait pas en déduire prématurément à l'échec définitif du communisme russe. Ceux qui réfléchissent savent très bien que la puissance militaire russe, encore sans concurrence réelle en Europe, pourrait transformer par la force cet échec diplomatique en victoire militaire temporaire. Nous sommes en mesure de comprendre assez exactement ce que cela signifie. Cette situation dramatique explique d'ailleurs le nombre trop élevé des partisans de l'ordre totalitaire dans nos pays et jusqu'en Suisse. Elle explique aussi cette forêt de doigts mouillés dressés vers le ciel pour prendre le vent!

Mais, comme le disait un syndicaliste à un major général américain lors de la réception Marshall, à Paris, le 8 octobre 1948, il n'est pas besoin d'être dupe de ses désirs au point d'ignorer la réalité pour observer la seule attitude qui puisse faire réfléchir un agresseur éventuel. Car, toute réflexion faite, si l'Empire italien et le grand Reich allemand prétendu millénaire se sont écroulés avant tout parce qu'un certain peuple anglais, solitaire durant de longs mois, ne désespéra jamais, même en 1940, sous l'averse des bombes des escradilles de la mort et de la destruction, c'est aussi parce que le temps ronge les conquérants et forge les noyaux de résistance qui préparent l'arrivée des libérateurs. De tels épilogues, après celui de l'épopée napoléonienne pour en citer un autre pas trop éloigné dans l'histoire, doivent tout de même inciter les conquérants éventuels à une certaine prudence.

Toutes ces constatations amères montrent bien que c'est la voracité des uns et la trop longue attente des autres qui conduisirent à cette grave extrémité de la scission syndicale, qui constitue indirectement, avouons-le, le renforcement de la politique des blocs.

Vers une nouvelle internationale

La conséquence de la nouvelle dispersion des forces syndicales dans le monde, c'est qu'il devient nécessaire de regrouper sur le plan international ceux qui se sont séparés ou se sépareront encore de la F. S. M.

Verra-t-on la renaissance de la Fédération syndicale internationale sacrifiée en 1945 sur l'autel de l'apparente unité syndicale? Ce ne serait pas la plus mauvaise solution, puisque des sages et des prévoyants laissèrent à un comité de liquidation certains fonds destinés à des œuvres de secours. En l'occurrence, ce serait s'aider soi-même que de recommencer avec un organe peut-être un peu rouillé par trois ans d'inaction, mais que l'on pourrait repolir et huiler de façon à donner satisfaction partielle à la majorité des nouveaux confédérés. Il y a même l'ancien secrétaire général de la F. S. I., devenu également depuis quelques jours « ancien » secrétaire général adjoint de la F. S. M. de son propre gré, qui ne demanderait pas mieux que de reprendre la direction administrative de l'organisation resuscitée, sans qu'obligatoirement, en vertu du dicton populaire « Jamais deux sans trois », cela n'entraîne automatiquement un nouveau naufrage!

Il semble cependant que cette solution n'aurait pas l'approbation de la grande Fédération américaine du travail. Dans une excellente étude publiée à fin janvier par Irwing Brown, mandataire en Europe de cette Fédération américaine du travail qui n'a jamais voulu adhérer à la F. S. M., prétendant qu'il est impossible de faire collaborer l'eau occidentale avec le feu oriental, ou plutôt la démocratie du droit de penser, de discuter et de choisir pour chaque citoyen, avec le totalitarisme d'Etat où les ordres sont assénés par un aréopage omnipotent, Brown écrivait donc entre autres:

Il semble vain de retourner en arrière vers l'époque de l'ancienne F. S. I. (Fédération syndicale internationale) et de s'en tenir là. Cette dernière organisation, quoique ayant apporté quelque chose, n'a jamais dépassé les limites d'un groupement fondamentalement enraciné dans les traditions du continent européen. Elle voyait les problèmes mondiaux et les problèmes des autres continents avant tout avec des yeux d'Européens. Les intérêts de la F. S. I. dans les problèmes internationaux quoique sincères, ne se traduisaient et ne pouvaient peut-être se traduire dans un organisme international concret, pratique et actif. Aucun groupement central ne sera capable, à ce stade du développement mondial, de couvrir et de prendre soin de la multiplicité et de la complexité des problèmes

qui existent dans tous les coins éloignés de la terre. Pas plus qu'une telle organisation ne peut répondre longtemps aux besoins et demandes journaliers de travailleurs issus de cadres historiques et culturels différents.

Cette opposition de la Fédération américaine du travail à toute renaissance de feu la F. S. I. se marque avec plus de résolution encore depuis que le comité syndical consultatif pour le programme d'aide à l'Europe a désigné Schevenels, à Berne, samedi 22 janvier, à la direction de son secrétariat de Paris. Or, cette nomination avait été approuvée par le représentant de cette autre grande centrale syndicale nationale américaine que constitue le C. I. O. Convenons que si ces deux organisations, dont l'une prêche la réforme du syndicalisme mondial depuis longtemps et la seconde depuis quelques mois, pouvaient s'entendre, cela faciliterait grandement les opérations. Car il paraîtrait peu sage de rejeter la Fédération américaine du travail de la nouvelle construction, en imposant, par exemple, une forme et un fonctionnaire dont elle ne pourrait s'accommoder.

Quand les deux colosses du Nouveau-Monde se seront entendus, il sera sans doute aisé de créer une fédération syndicale intercontinentale, puisqu'il serait abusif de dépouiller la F. S. M. réduite au bloc communiste, ou même de se parer comme cette dernière d'un titre qui ne correspond plus à la réalité.

Quel que soit le nom de la nouvelle organisation, elle devra s'appliquer à résoudre quelques problèmes d'importance vitale, dont le premier me semble être celui invoqué tout à l'heure sur la fédéralisation du mouvement. Il me paraît d'ores et déjà exclu de baser l'importance et l'autorité d'une organisation vraiment démocratique uniquement sur le nombre qui constitue une force mathématique, alors que l'expérience montre qu'il est toujours nécessaire de compter avec l'esprit de finesse. Si, dans la nouvelle organisation, on ne sait pas mieux tenir compte des minorités que dans la F. S. M., on peut prédire à la longue le même échec inexorable. Sur ce point, Brown se prononce de façon tout à fait positive « contre un retour au système de politique des grandes puissances au sein du mouvement syndical tel qu'il fut inauguré pendant le règne de la F. S. M. ». Dans ses conclusions, il écrit même de façon catégorique :

Pour que le syndicalisme libre sur le plan mondial puisse commencer à se réaffirmer il faut agir ou collectivement et au grand jour ou ne pas agir du tout. Ceci ne peut pas et ne doit pas être le monopole d'un seul pays ou de missions spéciales entre quelques organisations et ce ne peut certainement pas être un retour au système de politique des grandes puissances au sein du mouvement syndical tel qu'il fut inauguré pendant le règne de la F. S. M.

Des discussions collectives entre les mouvements syndicaux libres du monde, et sur un pied d'égalité entre « grands » et « petits » conduisant à des décisions collectives est la seule issue démocratique pour sortir de l'impasse actuelle.

Internationales professionnelles

Il s'agira par conséquent d'offrir aux secrétariats professionnels internationaux un statut qui leur permette de se développer harmonieusement. Le lien étroit qui unit le membre au mouvement syndical, c'est la profession. Ce qui est vrai sur le plan local, régional ou national, l'est aussi sur le plan mondial. Couper ce lien, sous prétexte de défendre d'abord les intérêts généraux similaires des travailleurs dans les centrales syndicales nationales ou internationales équivaut à renverser les plans de la construction classique, c'est-à-dire poser l'église sur la pointe. C'est une gageure qui peut être tenue un certain temps, mais qui conduit inévitablement à faire du mouvement syndical un appareil sans âme, dans lequel les membres ne sont que des individus et non plus des personnes. Or, le mouvement syndical a besoin de personnes qui pensent, s'expriment, critiquent, construisent. Sinon l'appareil devient lourd, lent et maladroit et ne peut s'adapter aux fluctuations économiques et politiques. Cette participation active des membres doit aussi se manifester dans les internationales professionnelles et partout dans les fédérations professionnelles. Quand on songe, par exemple, à l'appareil syndical allemand d'avant-guerre, on comprend aussitôt que le nombre et la force organique du nombre ne sont pas grand-chose en définitive s'il ne reste que des individus et pas d'âmes!

Il nous plaît de souligner ici notre plein accord avec Irwing Brown, qui écrit à propos des internationales professionnelles:

Une autre force, et des plus puissantes pour le syndicalisme international dans le camp non communiste, est l'existence des secrétariats professionnels internationaux déjà organisés et actifs depuis des années et qui jouissent d'un grand prestige parmi des millions de travailleurs. Ces organismes, passant par-dessus les limites de frontières nationales, sont arrivés à une forme de solidarité professionnelle qui doit être reproduite sur le plan géographique et continental ainsi que nous l'avons expliqué plus haut.

Sans doute, le problème est-il complexe: Il s'agit de mesure puisqu'il faut atteindre un équilibre. Ce n'est pas chercher la quadrature du cercle, la solution doit pouvoir être trouvée pratiquement. *Encore faudra-t-il que les fédérations anglo-saxonnes adhèrent toutes aux internationales professionnelles*, ce qui était loin d'être le cas jusqu'à maintenant. Nous pensons que les « insulaires » ou les travailleurs d'outre-Atlantique apprécient maintenant à leur juste valeur l'interdépendance mondiale des intérêts ouvriers.

Parmi les autres questions dont l'étude est urgente, il y a celle des centrales syndicales confessionnelles à résoudre. La F. S. M. leur offrait une possibilité de rémission. L'étude d'un tel problème, il ne faut pas le cacher, pose encore d'innombrables possibilités de disputes. Cela ne signifie pas qu'il faille agir à la Suisse, comme dirait

l'académicien français André Siegfried, c'est-à-dire écarter les problèmes qui paraissent insolubles! L'application, la bonne volonté et le zèle, alliés à la tolérance, permettent d'aboutir presque toujours, sinon à des solutions parfaites, du moins à des compromis fort acceptables.

Ces spéculations sur l'avenir sont peut-être prématurées. Elles n'engagent personne d'autre que leur auteur; si bien que sans gêner, elles peuvent avoir une certaine utilité suggestive, ce qui n'est déjà pas si mal. Elles dépendent d'ailleurs de la décision que prendront les représentants des grandes centrales syndicales anglo-saxonnes séparées maintenant de la F. S. M. Mais aussi de l'attitude des syndicats de Scandinavie, du Benelux et même de la Suisse.

Conclusions

Si le séparatisme syndical en deux blocs distincts sur le plan mondial n'est pas un fait réjouissant en soi, nous répétons qu'il était devenu inévitable. Il aura du moins le mérite appréciable de clarifier la situation. D'un côté, la F. S. M. à couleur communiste nettement marquée. De l'autre, la Fédération syndicale intercontinentale à créer le plus rapidement possible. Cette situation n'est pas sans analogie avec celle du syndicalisme français après le départ de la C. G. T. des fondateurs de la Confédération générale du travail Force ouvrière. Avec cette différence fondamentale néanmoins que les Anglo-Saxons sont sortis d'une organisation commune nouvelle dans laquelle personne ne possédait de droits d'ancienneté, tandis qu'à la C. G. T. française ceux qui accueillirent les communistes en leur sein au nom de l'unité syndicale en furent chassés virtuellement par les nouveaux maîtres.

L'*unité syndicale*, voilà très probablement le thème sur lequel se développera la campagne de dénigrement des « réformistes » anglais et américains, puis de la nouvelle Fédération syndicale intercontinentale à venir, par les dirigeants de la F. S. M. Vieille tactique et vieux disques radoteurs, malheureusement encore capables d'effet sur les sentimentalistes (qui ne sont pas forcément sentimentaux). Il ne sera pas très difficile de démontrer que cette prétendue unité syndicale constitue en fait le gobe-mouches triomphant, c'est-à-dire qu'elle couvre trop souvent la lente destruction, systématique, de tous ceux qui ne pensent pas communiste, cet adjectif étant devenu tout à coup synonyme d'unité!

Ceux qui veulent du bien à la future Fédération syndicale intercontinentale souhaitent ardemment qu'elle ne tombe pas dans le même travers chicanier que la F. S. M., qu'elle ne se transforme pas en une agence anticomuniste. Sans doute, des mises au point seront-elles nécessaires, mais le moins possible, car, à la longue, n'importe quelle organisation est jugée à ses œuvres et non pas à son agitation. Dans

l'article de fond que nous publions dans ce même numéro, sous le titre « Syndicalisme ouvrier, grande puissance mondiale », l'éminent professeur Milhaud esquisse quelques-unes des grandes tâches qui incombent au syndicalisme international et qui permettront à la nouvelle organisation de témoigner de sa raison d'être. En effet, le Conseil économique et social des Nations Unies, sans oublier l'admirable Organisation internationale du travail, dont la législation de protection des travailleurs et de politique sociale inspire les syndicalistes du monde entier, seront des champs d'action importants. Sur le plan syndical pur, un vaste travail d'enquêtes, d'informations et d'éducation doit être envisagé, afin d'ouvrir le chemin de la démocratie économique aux peuples qui jouissent déjà des bienfaits de la démocratie politique.

La résurrection des « Annales de l'économie collective »

Tous ceux qui souhaitent sincèrement l'avènement d'une ère de paix et de justice sociale seront heureux d'apprendre la réapparition des *Annales de l'Economie collective*, après une interruption de quatre ans.

Cette intéressante et si utile revue, publiée sous la direction du savant économiste qu'est notre ami Edgard Milhaud, professeur honoraire de l'Université de Genève, est aujourd'hui aussi nécessaire qu'il y a quarante ans, lorsqu'elle parut pour la première fois sous le titre *Les Annales de la Régie directe*.

L'idée de créer cette revue fut suggérée au professeur Milhaud par la nationalisation des chemins de fer suisses. Il avait constaté avec quel manque de scrupule et quelle légèreté la grande presse critiquait alors à l'étranger le rachat des réseaux de chemins de fer suisses. Il en fut scandalisé. Il se donna pour tâche de réfuter, point par point, les assertions mensongères d'une presse stipendiée dont les affirmations spécieuses n'étaient souvent que difficilement contrôlables par les lecteurs peu familiarisés avec les sujets traités.

En 1901 déjà, il publiait une étude sur le rachat des chemins de fer suisses dont le premier chapitre était intitulé « Comment les grandes compagnies travaillent l'opinion publique ». Ce fut le point de départ de son œuvre féconde. Pendant plusieurs années, Edgard Milhaud s'assigna la tâche de réfuter dans les journaux indépendants qui lui étaient accessibles les informations tendancieuses ou matériellement fausses que la grande presse répandait lorsque de gros intérêts capitalistes étaient menacés par quelque projet de nationalisation ou de communalisation.

Par de judicieuses et consciencieuses études, il démontra la légèreté de ces critiques intéressées venant des puissances de la